

Secrétariat central Unia
Zentralsekretariat
SectionAbteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFOS ÉCONOMIQUES

I /2014

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : Depuis l'automne 2013, la conjoncture mondiale s'est quelque peu améliorée. La reprise devrait se poursuivre, même si celle-ci demeure fragile et les risques bien présents. Dans la zone Euro, une demande intérieure toujours insuffisante pose problème. À l'inverse, l'économie suisse est toujours portée par la demande intérieure. La construction continue à tourner à plein régime alors que l'activité dans le commerce de détail ne montre pas d'affaiblissement. Dans un contexte incertain et de franc toujours fort, l'industrie manufacturière helvétique – prise globalement – résiste extrêmement bien. Les différents secteurs qui la composent évoluent néanmoins diversement. La pharma et l'horlogerie ont dépassé les niveaux d'exportations atteints avant-crise. La situation est plus difficile dans les secteurs industriels plus traditionnels (machines, textile, arts graphiques, etc.). Dans la branche touristique, la situation semble stabilisée et montre même quelques légers signes d'amélioration, et ce même si le potentiel de croissance demeure très limité. Le chômage en Suisse en 2014 devrait rester proche du niveau actuel.

Infos économiques I/2014

1. La reprise fragile se poursuit	3
1.1. Demande insuffisante dans la zone Euro.....	3
1.2. Légère amélioration en vue – les risques demeurent.....	4
1.3. Economie suisse toujours portée par la demande intérieure.....	6
1.4. La croissance économique devrait se poursuivre	7
1.5. Pas de baisse significative du chômage	8
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	10
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	10
2.2. Évolution des exportations de marchandises.....	11
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	15
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....	18
3.1. Le commerce de détail	18
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. La reprise fragile se poursuit

1.1. Demande insuffisante dans la zone Euro

Depuis l'automne 2013, la conjoncture mondiale s'est quelque peu améliorée. Le produit intérieur brut (PIB) de l'UE-28 a progressé de 0,4 pour cent par rapport au trimestre précédent. Aux USA, l'économie a progressé de 0,6 pour cent au cours de la même période. Extrapolés sur une année entière, les taux de croissance atteignent 1,7 resp. 2,4 pour cent. Ces niveaux de croissance se situent à peine au-dessus de celui de la productivité. Un accroissement des capacités de production est ainsi à peine nécessaire. On ne devrait donc pas observer une augmentation significative de l'emploi dans les entreprises de l'UE.

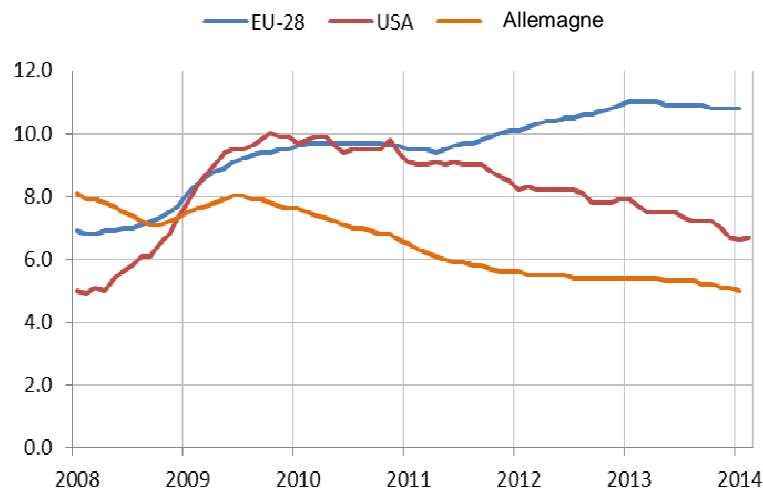
A la fin de l'année écoulée, l'économie affichait à nouveau et pour la première fois des signes de croissance dans presque tous les pays de l'UE, un facteur positif en soi. Les écarts entre les régions n'en demeurent pas moins considérables, particulièrement en ce qui concerne le niveau du chômage. Ce dernier a légèrement diminué globalement pour l'UE, passant de 10,9 à 10,8 pour cent (graphique 1.1.1). En Allemagne, le taux s'établit à 5,0 pour cent, en Italie à 12,9 pour cent, alors qu'il est toujours extrêmement élevé en Espagne, avec 25,8 pour cent.

La menace d'une déflation reste présente dans l'UE. Le taux de renchérissement du coût de la vie (0,7 pour cent) est bas. Les prix de l'immobilier sont toujours légèrement en baisse. Le niveau du chômage est très élevé. Tous ces facteurs ont une influence négative sur les augmentations de salaire. Ceux-ci croissent moins vite que la productivité et l'augmentation du coût de la vie. La déflation est un poison pour l'économie. On parle de déflation lorsqu'une grande partie des prix baisse, tout particulièrement lorsqu'il s'agit des biens d'investissements dans l'immobilier ou dans les entreprises. Car les taux hypothécaires des ménages et les crédits des entreprises, eux, ne baissent pas. En conséquence, le taux d'endettement grandit, les ménages et les entreprises se voient contraints de vendre leurs maisons et leurs fabriques, avec pour effet d'accentuer la baisse des prix des biens d'investissement. La spirale de l'endettement se met en marche.

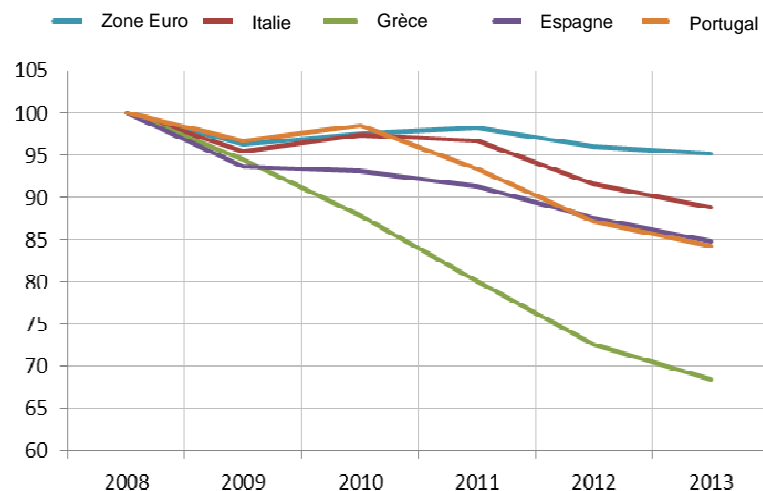
Une déflation peut être évitée lorsque l'on stimule le pouvoir d'achat d'une économie. Si les entreprises vendent plus, elles engagent plus de personnel. Les salaires augmentent. Il devient plus facile de louer les appartements, avec comme effet corollaire une stabilisation des prix de l'immobilier. Dans la zone Euro, la politique de l'épargne et des réductions de salaire a eu l'effet contraire. Le pouvoir d'achat est sous pression. Les chiffres parlent clairement : « la demande intérieure » (consommation et biens d'investissement) dans la zone Euro est actuellement inférieure de 5 pour cent à son niveau précédent la crise financière (graphique 1.1.2). Les pays affligés des plus gros problèmes économiques subissent une baisse de 10 pour cent et plus de leur « demande intérieure ». Il n'est donc pas étonnant que les prix baissent.

La zone Euro peut éviter une déflation à condition de mettre en marche une politique conjoncturelle active, qui soutienne la légère amélioration actuelle et renforce le pouvoir d'achat. Si, par contre, elle intensifie encore ses efforts d'épargne, le risque de déflation augmente en conséquence. Il suffit alors d'un quelconque événement négatif d'importance pour provoquer un effondrement sur les marchés financiers et le risque peut se transformer en réalité.

Graphique 1.1.1: taux de chômage
(hors effets saisonniers, en pour cent)



Graphique 1.1.2: demande intérieure
(2008=100)

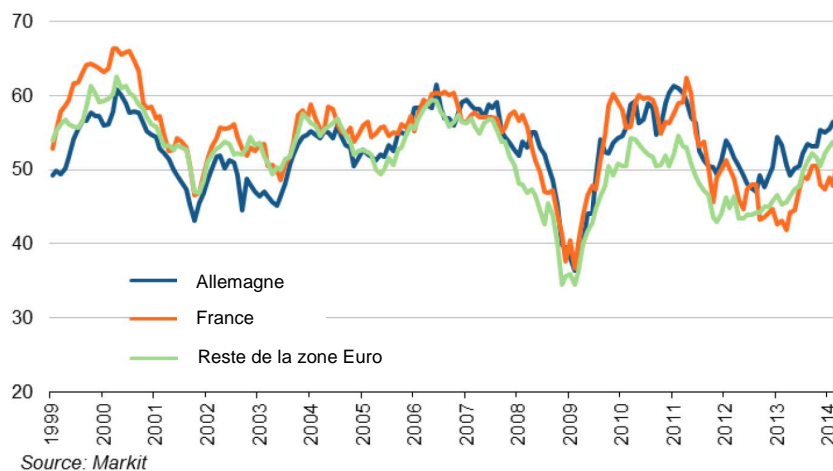


1.2. Légère amélioration en vue – les risques demeurent

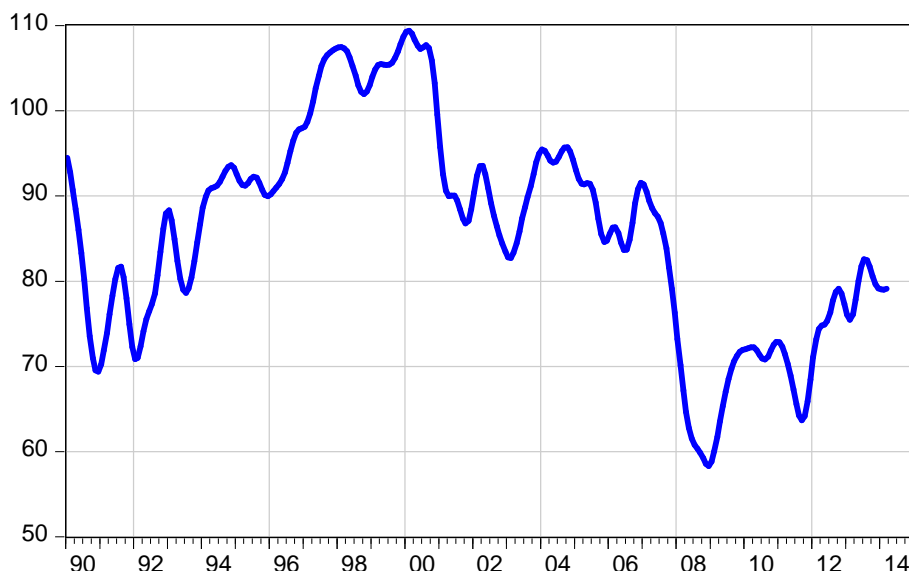
Comme le montrent les informations en provenance des entreprises, l'économie mondiale devrait continuer à croître modérément dans un avenir immédiat. Les indices des principaux indicateurs d'achats affichent des valeurs atteignant ou dépassant 50 points pour la plupart des pays de la zone Euro de même qu'aux USA (graphique 1.2.1), un synonyme de croissance (les valeurs inférieures à 50 signifiant une décroissance). En revanche, les capacités de production restent encore sous-utilisées en Europe, à la différence des USA, où les capacités de production de l'économie dans son ensemble se rapprochent à nouveau progressivement des valeurs moyennes à long terme (ce qui est encore loin d'être le cas dans la zone Euro). Les entreprises européennes n'ont donc que peu de raisons d'investir dans leurs capacités de production. Vient s'ajouter le problème de la pénu-

rie du crédit dans les pays du Sud de l'UE. L'amélioration de la consommation des ménages reste faible, pénalisée qu'elle est par le taux élevé du chômage et la quasi-stagnation des salaires. De manière générale, le redressement des marchés dans la zone Euro est fragile. Ceci d'autant plus que le secteur financier n'est pas au mieux dans plusieurs pays. En résumé, beaucoup d'incertitudes demeurent.

Graphique 1.2.1: indice des directeurs d'achats PMI pour la zone Euro
(industrie, valeurs PMI, valeurs supérieures à 50 = expansion)



Graphique 1.2.2: indice de confiance des consommateurs aux USA
(Uni Michigan, série désaisonnalisée, hors variations aléatoires)

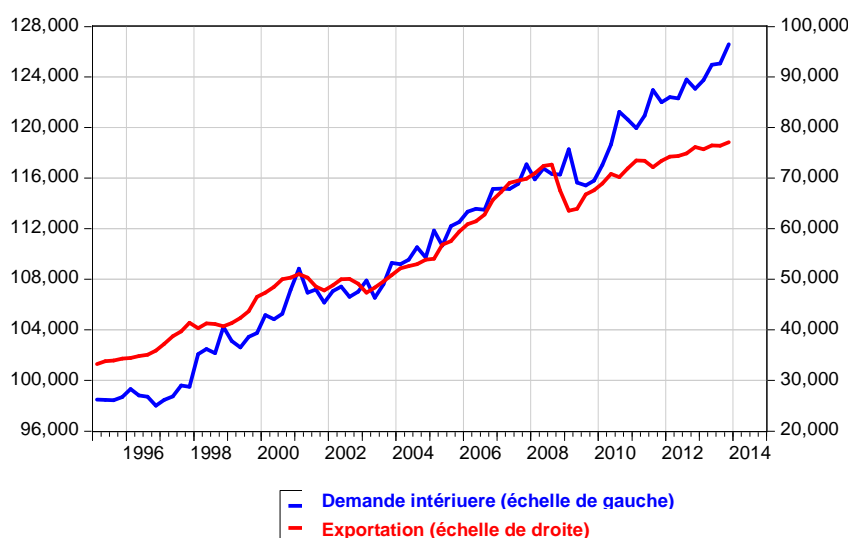


La situation est légèrement plus favorable aux USA. L'économie devrait y poursuivre sa croissance. Le pouvoir d'achat des consommateurs s'améliore grâce à la baisse du chômage. La confiance des consommateurs, elle, ne s'améliore que lentement (graphique 1.2.2). Les prix de l'immobilier stagnent. Les estimations des entreprises, quant à elles, sont positives. Les carnets de commande grossissent. Les entreprises engagent à nouveau plus de personnel.

1.3. Economie suisse toujours portée par la demande intérieure

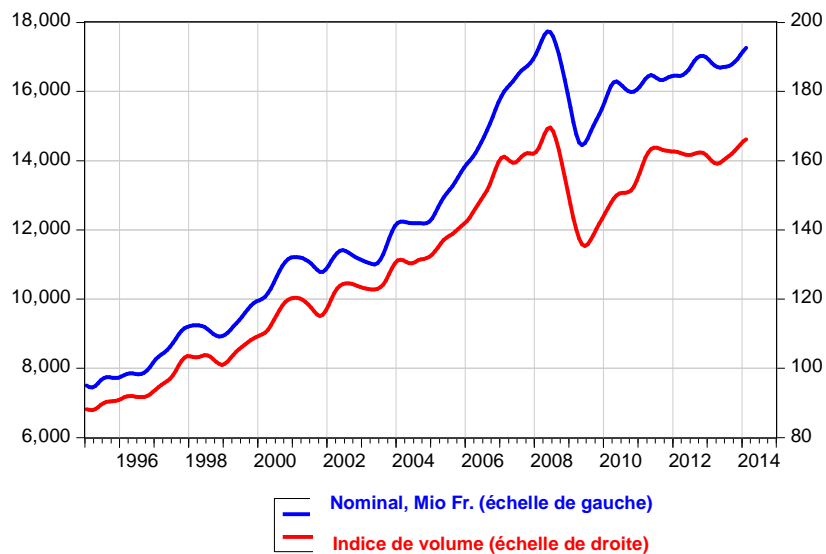
Le produit intérieur brut de la Suisse a poursuivi sa croissance au cours du deuxième semestre 2013. La cause principale en demeure toujours la demande intérieure. La croissance de celle-ci a été clairement supérieure à celle des exportations (graphique 1.3.1). Une augmentation de la population d'environ 80'000 personnes et des taux d'intérêt très bas ont stimulé le secteur de la construction. Le moral des entreprises est au beau fixe. Selon une enquête du KOF, la situation n'a plus été si favorable depuis le début du recensement en 1994. La consommation privée continue à croître fortement. Les chiffres d'affaire du commerce de détail augmentent et ses acteurs, dans leur grande majorité, sont satisfaits. Dans l'hôtellerie et la restauration par contre, la situation est considérée comme insatisfaisante.

Graphique 1.3.1: demande de l'étranger et demande intérieure
(réelle, en Mio. Fr., séries désaisonnalisées, résultats trimestriels)



Les exportateurs continuent à souffrir de la valeur surévaluée du franc suisse et de la lenteur du redressement à l'étranger. Néanmoins, les résultats mensuels des exportations sont à la hausse depuis fin 2013/début 2014 (graphique 1.3.2 ci-dessous) – un développement auquel les résultats trimestriels (graphique 1.3.1 ci-dessus) ne portent pas encore crédit. Malgré tout, le niveau atteint avant la crise de 2007/2008 n'est pas encore atteint. La production industrielle dénote une légère tendance à la hausse. Les capacités de production, elles, sont encore sous-exploitées. Dans le secteur du tourisme, les nuitées continuent leur progression positive. Il est réjouissant de constater à ce sujet que le niveau de 2010 – soit avant la forte appréciation du franc – a pu être rejoint, un phénomène dû essentiellement à l'afflux d'hôtes en provenance de pays situés hors de l'UE. A noter tout de même que le nombre de nuitées des touristes venant de l'UE-15 a légèrement augmenté par rapport aux deux dernières années.

Graphique 1.3.2: exportations de biens
(en mio. Fr. resp. en volume, données mensuelles)



1.4. La croissance économique devrait se poursuivre

Une croissance du PIB se situant aux alentours de 2 pour cent est attendue cette année. L'amélioration de la conjoncture à l'étranger devrait induire une augmentation de la demande pour les produits d'exportation suisses. Le cours plancher du franc fixé par la BNS par rapport à l'euro calme le marché, les exportateurs ne sont plus contraints d'accorder des baisses de prix sur leurs produits. Un optimisme prudent est de mise pour l'industrie d'exportation qui, selon diverses enquêtes, compte avec une augmentation des entrées de commandes. Le même optimisme prudent peut s'appliquer à l'industrie du tourisme, un baume pour les régions touristiques de notre pays qui ont perdu des parts de marché suite à la surévaluation du franc. Il semble bien que le creux de la vague soit atteint.

L'économie interne devrait poursuivre son expansion. La croissance de la population devrait se stabiliser autour d'un pour cent. La construction devrait poursuivre son rythme soutenu car la demande de logements dans le segment de prix « normaux » persiste. L'inflation quasiment nulle et le franc suisse surévalué font que les taux d'intérêt devraient rester à leur bas niveau actuel. Les entreprises du domaine de la construction sont satisfaites de l'état de leur carnet de commande et comptent même avec une légère augmentation de ceux-ci. Selon une enquête du KOF, le commerce de détail s'attend à une augmentation de son chiffre d'affaire. La consommation des ménages en Suisse devrait poursuivre sa ligne ascendante.

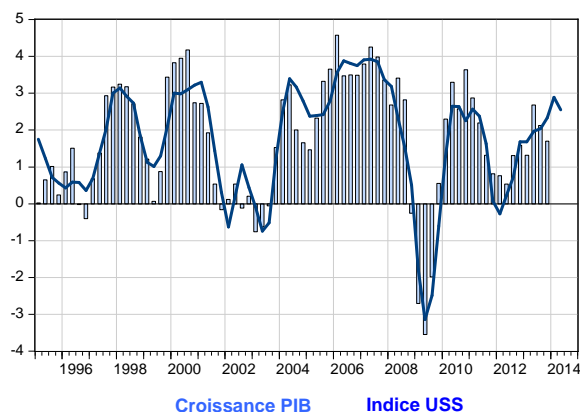
Une augmentation du chiffre d'affaire des entreprises implique en principe une augmentation de l'embauche. Le niveau de l'emploi devrait par conséquent continuer à progresser. Le fait que, simultanément, la population active grandisse, implique que la progression de l'emploi n'a qu'un léger effet sur le niveau du chômage. L'indicateur de l'USS concernant l'emploi tend vers une légère diminution du niveau du chômage (graphique 1.4.2), dont le niveau devrait, selon elle, s'établir à 3,1 pour cent cette année (tablette 1.4.1).

L'indice annuel du renchérissement des produits de consommation devrait être voisin de zéro cette année (pronostic de l'USS pour l'indice national des prix à la consommation : 0,1 pour cent). L'inflation très modeste dans la zone Euro a également un effet stabilisant sur l'évolution des prix en Suisse.

Le franc suisse étant toujours surévalué, le prix des marchandises importées baisse. L'évolution du prix du pétrole marque actuellement une légère tendance à la baisse. Venant s'ajouter à une hausse modérée des prix en Suisse, ces phénomènes aboutissent à une inflation proche de zéro pour notre pays. Sachant que l'indice des prix à la consommation surestime toujours légèrement l'inflation, le niveau des prix en Suisse devrait même effectivement baisser.

Graphique 1.4.1: indice du produit intérieur brut chômage

(variation par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.4.2: indice du niveau de

(chômeurs enregistrés, valeurs désaisonnalisées)

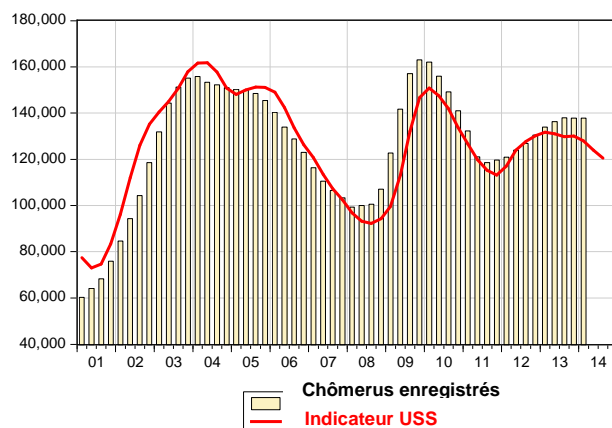


Table 1.4.1: pronostics conjoncturels divers
(données en pour-cent)

	<i>USS</i>		<i>KOF</i>		<i>Seco</i>		<i>Banque Nationale Suisse</i>	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<i>PIB, croissance</i>	2.2	-	2.0	2.1	2.2	2.7	2%	-
<i>Taux de chômage</i>	3.1	-	3.1	2.9	3.1	2.8	-	-
<i>Renchérissement</i>	0.1	-	0.2	0.7	0.1	0.4	0	0.4

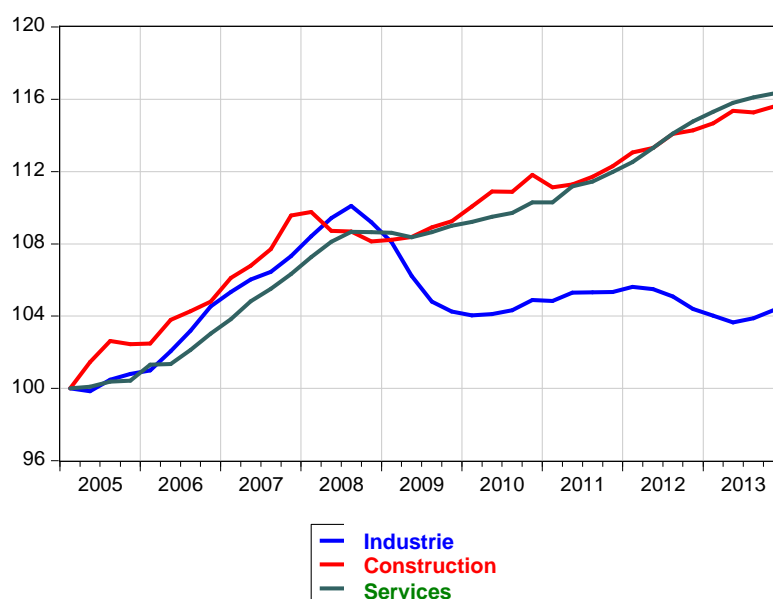
1.5. Pas de baisse significative du chômage

Le taux de chômage a cessé d'augmenter dans la deuxième moitié de l'année 2013. On peut même constater une légère baisse de celui-ci en ce début d'année 2014 (hors influences saisonnières). Le taux des « chômeurs enregistrés » en février s'établissait à 3,2 pour cent. Il faut savoir que ce chiffre comprend uniquement les chômeurs enregistrés auprès d'un office du travail. Il ne tient pas compte des chômeurs en fin de droit. Le taux du chômage en Suisse est donc effectivement nettement plus élevé. Une enquête à ce sujet auprès des ménages privés fait état de résultats provisoires de 4,0 pour cent en fin d'année 2013 (valeurs de décembre, désaisonnalisées). Une nette et surprenante baisse survenue au quatrième trimestre fait penser qu'il est possible que les résultats finaux soient encore révisés à la hausse.

Le niveau de l'emploi a poursuivi sa hausse au quatrième trimestre 2013 (+1,1 pour cent, valeur en équivalent plein temps, par rapport à l'année précédente). A remarquer l'augmentation de l'embauche dans le secteur de l'industrie. C'est la première fois depuis plus d'un an que les trois secteurs affichent des chiffres positifs (graphique 1.5.1). La situation reste négative dans la branche MEM (-1,4 pour cent) et dans l'hôtellerie-restauration (-0,6 pour cent). La baisse s'est accentuée dans le secteur des banques (-2,2 pour cent). Les mesures de rationalisation deviennent de plus en plus évidentes.

Graphique 1.5.1: emploi par secteur

(en équivalent plein temps, 1^{er} trimestre 2005=100, séries désaisonnalisées)



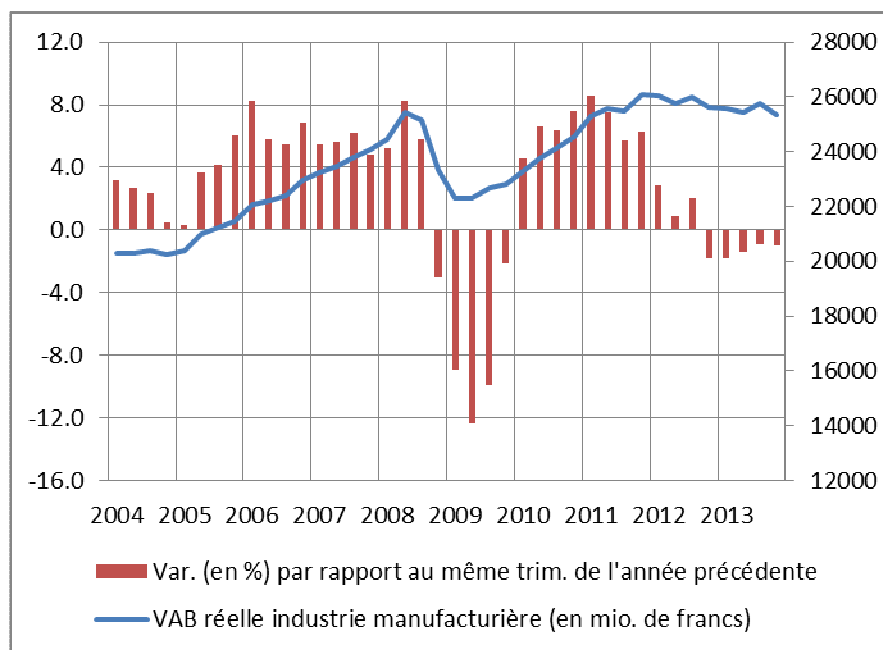
Selon les enquêtes réalisées par le KOF, les perspectives ne vont guère changer pour l'emploi. L'industrie considère qu'elle souffre toujours et encore d'un excédent de personnel mais les entreprises ne veulent plus licencier. La construction, elle, tend à une légère diminution de ses effectifs. Le commerce de détail ne prévoit pas de changements. Selon une enquête du KOF réalisée auprès des banques, le secteur financier ne prévoit pas de changement lui non plus, de même que les branches transports/communication. L'hôtellerie-restauration, en revanche, veut continuer à réduire ses effectifs.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très soudainement été rattrapée par la crise financière et économique. L'industrie manufacturière helvétique ne reprend d'ailleurs des couleurs qu'une année plus tard. Depuis lors, et comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (graphique 2.1.1), si celle-ci chutait fortement au moment de la crise, elle s'oriente à nouveau sur une trajectoire haussière par la suite. Si l'industrie manufacturière a clairement repris des forces depuis la deuxième moitié de 2009 et qu'elle dépassait même en termes de valeur ajoutée, le sommet atteint au deuxième trimestre 2008, et ce dès le deuxième trimestre 2011, elle montre sur la période récente une tendance très légèrement baissière. Dans un contexte toujours difficile (franc surévalué et incertitudes, en particulier européennes), l'industrie manufacturière prise dans son ensemble résiste néanmoins extrêmement bien.

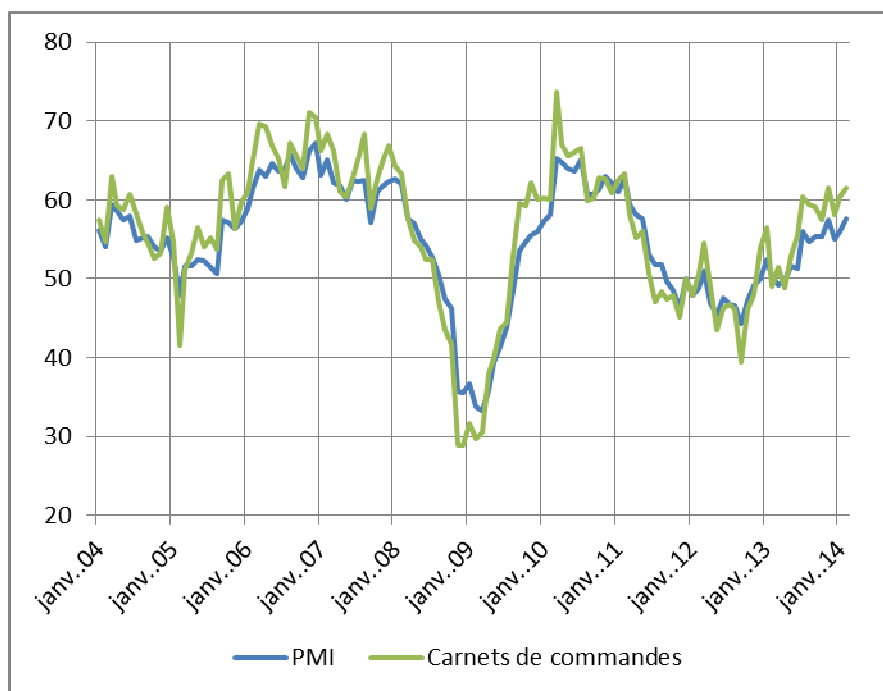
Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2013, série désaisonnalisée



Source : SECO.

Point très positif pour l'industrie manufacturière helvétique, l'indice des directeurs d'achat (PMI) a clôturé à 57,6 points en février 2014. Il a donc progressé de 1,5 point par rapport à janvier de la même année et s'établit à un niveau bien plus élevé que celui atteint une année auparavant (graphique 2.1.2). Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, il a également clôturé bien en-dessus du seuil de croissance qui se situe à 50 points pour s'établir à 61,4 points en février 2014, soit une hausse de 1,1 point par rapport à janvier et également à un niveau bien plus élevé qu'une année auparavant. En bref, dans un contexte qui demeure difficile et incertain, l'industrie manufacturière helvétique résiste bien. Les directeurs d'achat du secteur sont, de plus, optimistes et les carnets de commandes bien remplis. Cet optimisme marque-t-il l'ensemble des branches exportatrices, et ce de manière indifférenciée ? Ou certaines s'en sortent-elles mieux que d'autres ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à février 2014, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait plus de 40% des exportations totales de marchandises suisses en 2013 (graphique 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16,6%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,8%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7,3% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part approchant les 30% au total des exportations de marchandises suisses.

Table 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2013

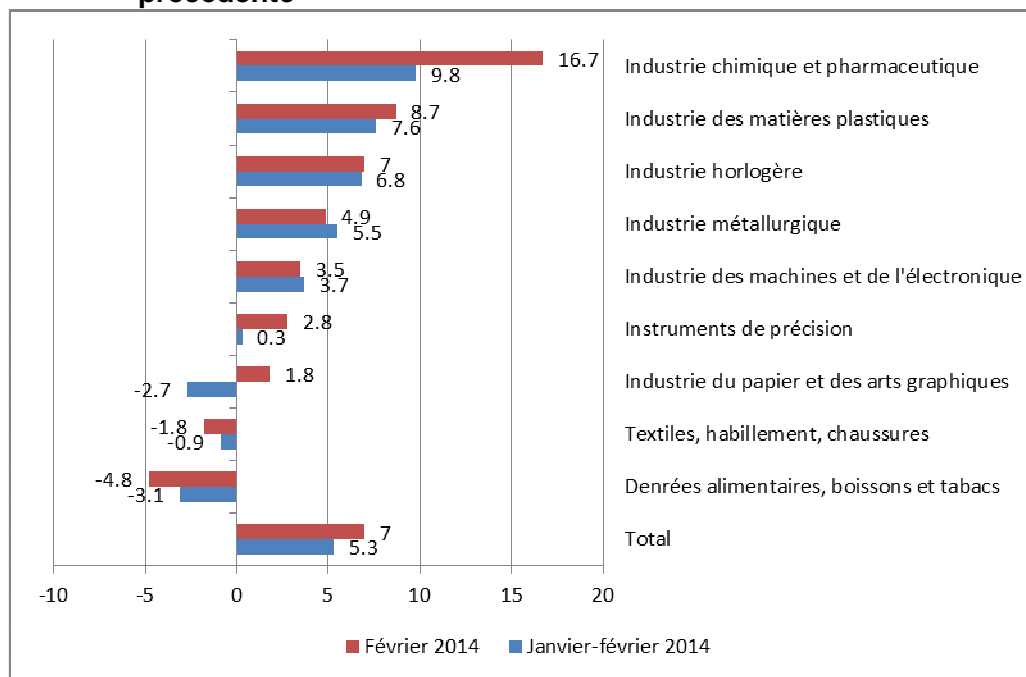
Branches	Mio. CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	80'981	40.2
<i>Machines et électronique</i>	33'312	16.6
<i>Horlogerie</i>	21'833	10.8
<i>Instruments de précision</i>	14'645	7.3
<i>Métallurgie</i>	12'077	6.0
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'211	4.1
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'445	1.7
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'097	1.5
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'140	1.1
...
Exportations totales	201'260	100

Source : AFD.

Comment se comportaient ces mêmes exportations en février 2014 ? Prises globalement, celles-ci évoluaient très positivement puisqu'elles bondissaient de 7%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (table 2.2.1). L'Administration fédérale des douanes pouvait qualifier cette performance d'« olympique ». Au niveau des branches, sept d'entre elles affichaient des exportations en hausse. L'industrie chimique et pharmaceutique s'est ainsi montrée particulièrement dynamique, sa croissance atteignant les 16,7%. Dans le même temps, l'industrie des matières plastiques et l'horlogerie voyaient leurs exportations augmenter de, respectivement, 8,7% et 7%. L'industrie métallurgique et celle des machines et de l'électronique n'étaient pas en reste avec des progressions de 4,9% et 3,5%. Le secteur des instruments de précision et l'industrie du papier et des arts graphiques voyaient également leurs exportations progresser, respectivement, de 2,8% et de 1,8%. Seules ombres au graphique, la branche « Textiles, habillement, chaussures » (-1,8%) et l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs (-4,8%) connaissaient une évolution négative. Notons que la performance réalisée par l'industrie chimique et pharmaceutique a fortement embelli le résultat global puisque, comme l'indiquait l'Administration fédérale des douanes, celle-ci a généré plus de 90% (+1,1 milliards de francs) de la croissance totale des exportations de marchandises suisses en février 2014.

Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches d'exportations pour janvier et février 2014, on peut observer que, prises globalement, les exportations connaissent une croissance à peine moindre qu'en février 2014 puisque celle-ci est de 5,3%. Six branches affichent des résultats positifs. Sans surprise, l'industrie chimique et pharmaceutique arrive à nouveau en tête (+9,8%). Quant à l'industrie du papier et des arts graphiques, qui obtenait une bonne performance en février, elle passe dans le rouge pour les mois cumulés de janvier et février 2014 en affichant une baisse de 2,7%.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en février 2014 et en janvier-février 2014, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58,5% de celles-ci s'y dirigeaient en 2013 (tablette 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle dépassait 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,8% et 16,7% en 2013. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,7% en 2013. Les États-Unis, avec une part de 11,6%, arrivent en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 7,0% et 4,4%. Observons que la Chine occupe le 6^{ème} rang en 2013 avec une part s'élevant à 4,1%.

Tablette 2.2.2 : Exportations par continents

Continent	2013 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2013
Europe	117'644	66.3	58.5
Asie	43'954	16.7	21.8
Amérique	33'515	14.5	16.7
- Amérique du Nord	26'523	11.8	13.2
- Amérique latine	6'717	2.5	3.3
Afrique	3'562	1.5	1.8
Océanie	2'585	1.0	1.3
Total	200'612	100	100

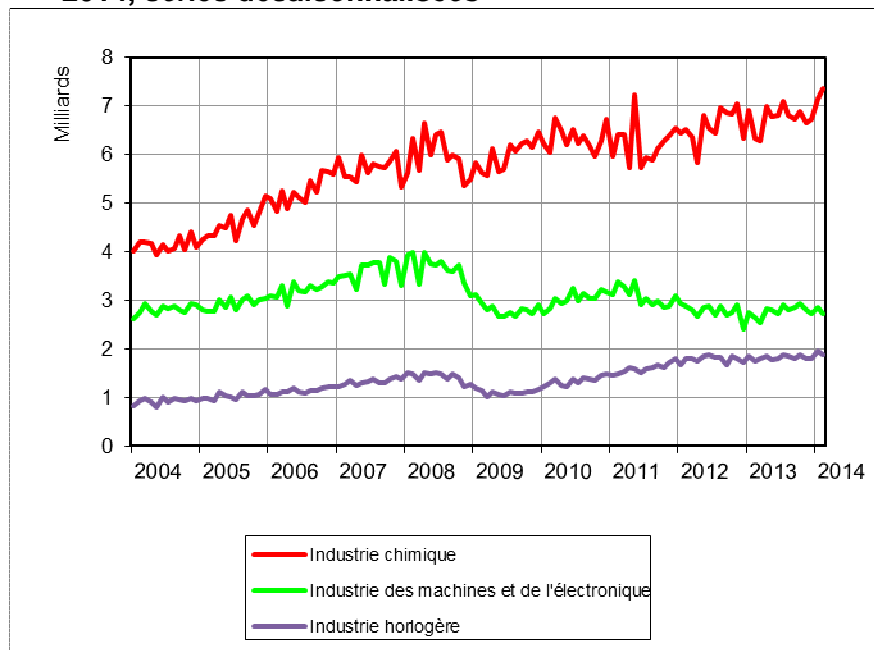
Source : AFD.

Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué en février 2014 du point de vue des principales zones d'exportations ? Elles ont augmenté vers tous les continents, à l'exception de l'Océanie (-8,3%). Si celles-ci croissaient fortement en Afrique (+13%), elles connaissent un essor relativement important vers l'Europe (+9%). Elles s'affichent également en croissance vers l'Asie (+7%) et vers l'Amérique latine (+5%). Quant à l'Amérique du Nord, l'augmentation était moindre et n'atteignait que 1%.

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (graphique 2.2.2). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet absolu en mai 2011. C'était à ce jour le seul mois où la barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) avait été franchie ! Après être brièvement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique montrent depuis lors un trend plutôt haussier. Elles passeront d'ailleurs à nouveau la barre des 7 milliards. Un nouveau sommet absolu est même atteint en février 2014, à 7,37 milliards ! Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint en avril 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2014 – dépassant légèrement les 1,96 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, ceux-ci dépassaient légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente plutôt en dessous de la barre des 3 milliards de francs.

Comment ses différentes branches vont-elles évoluer dans les mois qui viennent ? L'industrie pharmaceutique suisse va très certainement continuer sur sa lancée. Ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. L'industrie pharmaceutique fait ainsi face à une demande peu sensible aux cycles économiques et devrait continuer à afficher des succès à l'exportation. L'industrie horlogère qui a retrouvé une pleine croissance après la crise devrait continuer à évoluer positivement. Peut-être connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un moindre dynamisme. Notons également que la force du franc n'est pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. En revanche, un franc toujours trop fort et une Europe toujours marquée par d'importantes incertitudes continueront à peser fortement sur l'évolution de l'industrie des machines. Nombre de branches exportatrices traditionnelles (textile, habillement et chaussures, papier et arts graphiques, etc.) sont d'ailleurs dans une situation relativement identique et les temps à venir continueront à être difficiles pour ces branches.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à février 2014, séries désaisonnalisées

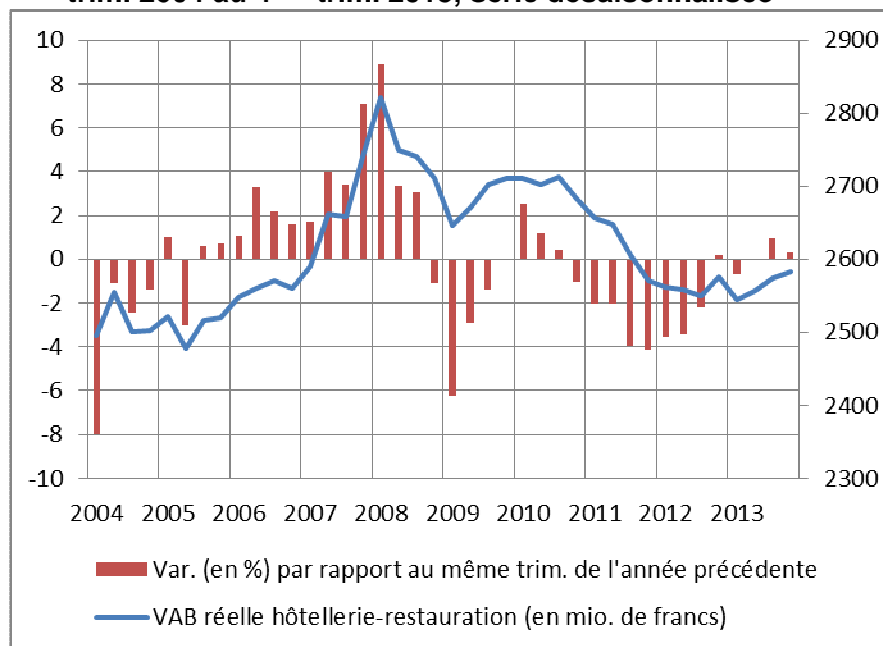


Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de mi-2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse à fin 2010, et ce sans que la branche ne soit revenue aux hauts niveaux d'activité atteints juste avant-crise (graphique 2.3.1). Observons que, sur la période récente, la branche connaît un léger mieux. La valeur ajoutée a montré une tendance plutôt haussière au cours de l'année 2013. Au quatrième trimestre 2013, elle s'affichait toujours en croissance par rapport au trimestre précédent et, de plus, se situait à un niveau légèrement supérieur à celui atteint une année auparavant.

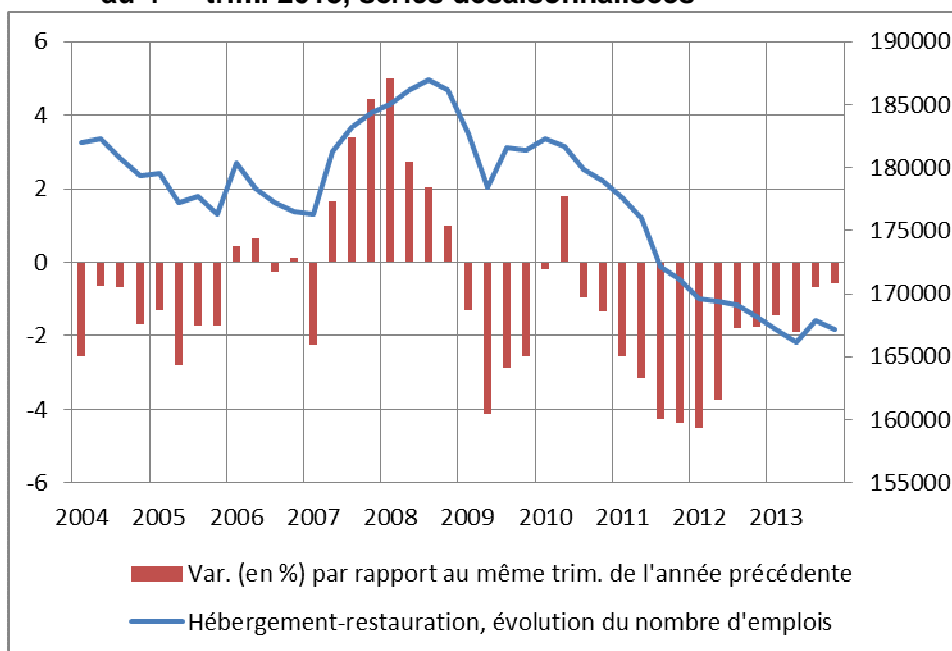
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2013, série désaisonnalisée



Source : SECO.

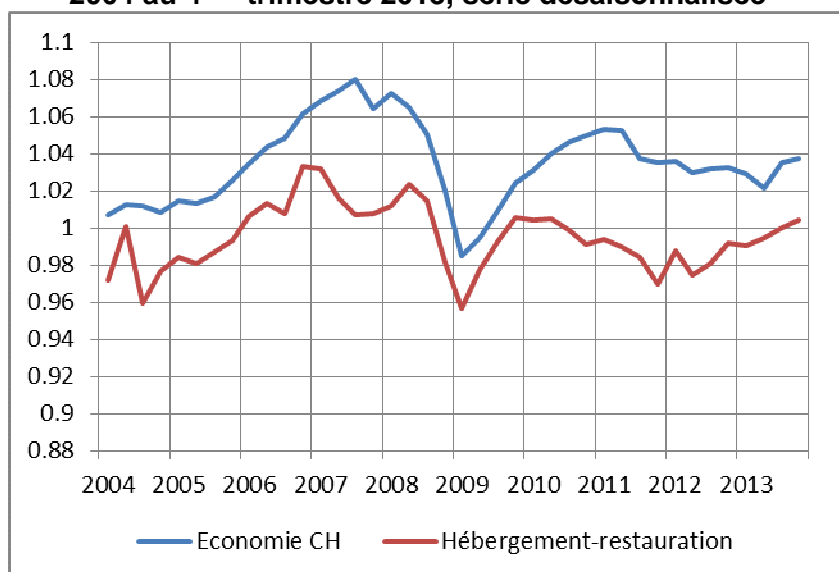
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haus- sier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Observons un léger soubresaut au 3^e trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent, sans toute- fois que celui-ci ne se confirme au quatrième trimestre 2013. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième tri- mestre 2008, l'hôtellerie-restauration n'occupe plus qu'un peu plus de 167'000 personnes au qua- trième trimestre 2013 ! Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi- 2010 (Graphique 2.3.3). Depuis fin 2010, il se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimes- tre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins que, sur la période ré- cente, il montre une orientation haussière et tend à nouveau à remonter à un niveau supérieur à 1, et ce depuis le troisième trimestre 2013 ! L'emploi pourrait ainsi très légèrement croître dans la pé- riode à venir.

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2013, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 4^{ème} trimestre 2013, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Si la situation montre quelques signes d'amélioration en 2013, le potentiel de croissance reste néanmoins très limité dans la branche de l'hôtellerie-restauration. Tant que le franc suisse continuera à être surévalué, en particulier par rapport à l'euro, la situation demeurera difficile dans la branche touristique. En effet, un franc suisse trop fort décourage les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse incitation à séjourner et à dépenser hors des frontières du pays. Seul point positif, les touristes venant des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ont été en augmentation au cours des dernières années ; ils ne compensent néanmoins toujours pas une clientèle venue des pays

voisins d'Europe et qui s'est faite plus rare après la crise de 2008 dans une Europe à la conjoncture toujours très incertaine.

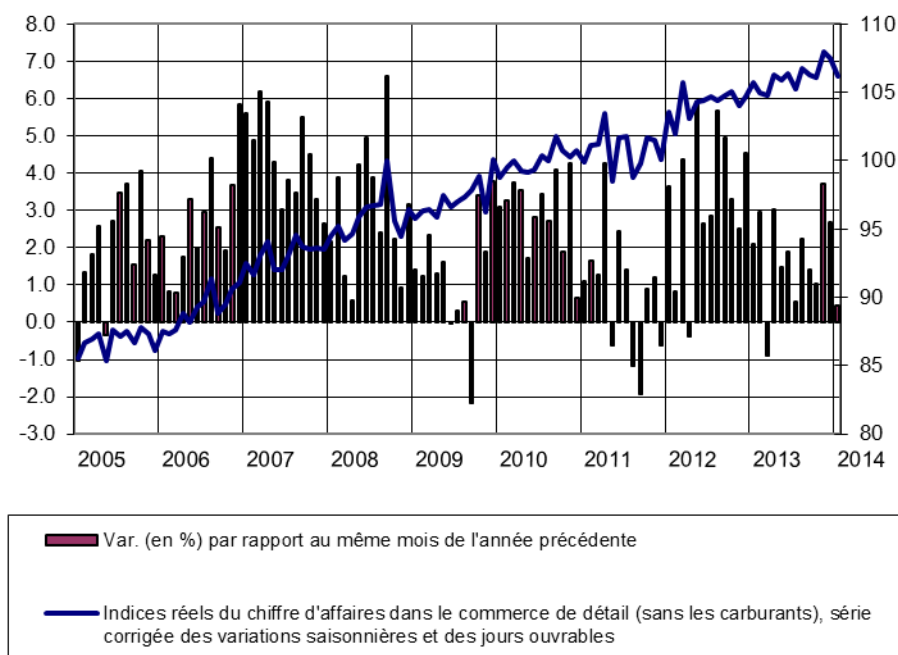
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, la bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre, en tout cas, pour l'année 2014. Quant au secteur du commerce de détail, son évolution en 2014 devrait être relativement identique à celle de 2013, avec une croissance du chiffre d'affaires réel toujours positive.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en novembre 2013. Depuis lors, l'indice s'affiche légèrement en retrait. Observons, cependant, qu'en janvier 2014, il évolue toujours à un niveau supérieur (+0,5%) à celui atteint une année auparavant.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à janvier 2014



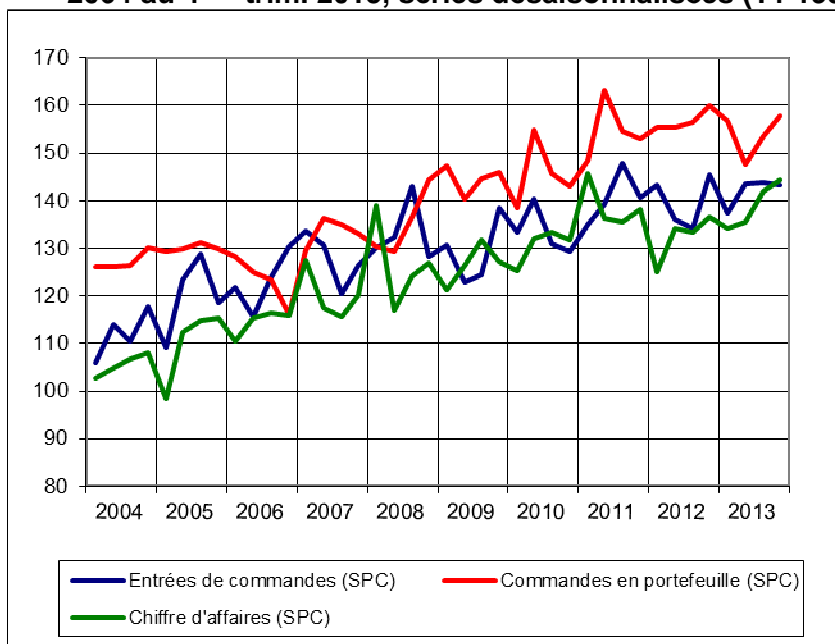
Source: OFS.

Depuis 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir, et ce plus particulièrement tant que le franc suisse continuera à être surévalué. Une population qui devrait toujours continuer à croître en 2014 compensera les effets négatifs décrits précédemment et continuera donc à jouer un rôle positif dans le développement du commerce de détail. En bref, le commerce de détail pourrait vivre une année 2014 relativement similaire à celle de 2013 et enregistrer une croissance positive au niveau de son chiffre d'affaires réel.

3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre tout au long de l'année 2014. Au pire, le secteur pourrait plafonner à un très haut niveau d'activité. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (graphique 3.2.1). La période récente montre qu'après avoir atteints certains sommets – souvent en 2011 –, les indicateurs tendent à « plafonner » depuis, à un très haut niveau d'activité. L'indice lié aux commandes en portefeuille atteint ainsi un sommet absolu et toujours inégalé au deuxième trimestre 2011. Depuis lors, il plafonne à un haut niveau d'activité. Il montrait néanmoins une tendance clairement baissière en première moitié d'année 2013 mais, point très positif, il est, depuis, reparti à la hausse. L'indice lié aux entrées de commandes, malgré certains soubresauts, montre une certaine stabilité à un haut niveau d'activité sur la période récente. Notons également que si l'indice lié au chiffre d'affaires avait plutôt été orienté à la baisse depuis le pic inégalé réalisé – déjà – au premier semestre 2011, et ce jusqu'à début 2012, il montre depuis lors une orientation haussière. Le niveau atteint au quatrième trimestre 2013 en fait d'ailleurs la deuxième meilleure performance obtenue pour la période sous analyse après le sommet absolu du premier trimestre 2011. En bref, les indices dans le SPC continuent à évoluer à des très bons niveaux, même si l'on sent un certain plafonnement en particulier dans le cas des indices liés aux commandes. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci est-il toujours en croissance ou tend-il à plafonner ?

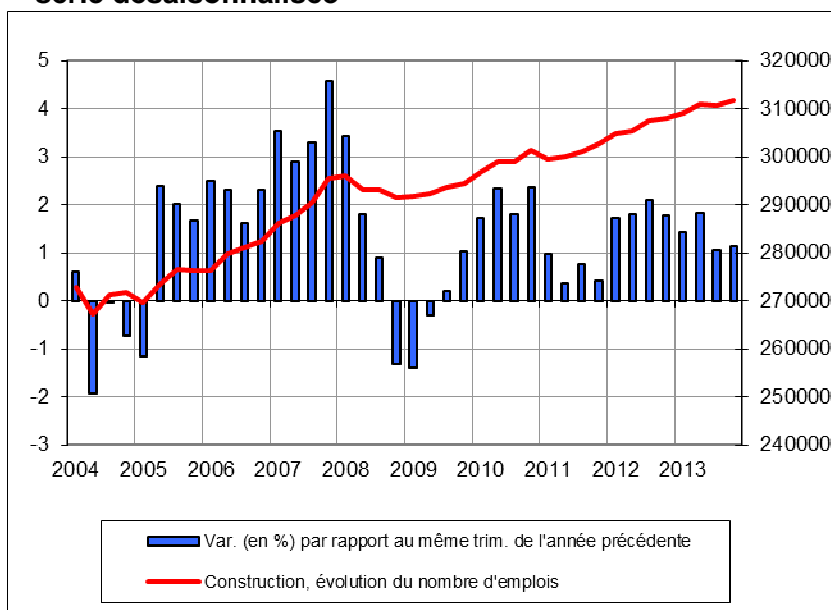
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2013, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (graphique 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! C'est un nouveau sommet absolu qui est atteint au dernier trimestre 2013. À cette dernière date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu plus de 311'600 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

La bonne marche du secteur de la construction tout au long de la crise et encore aujourd'hui pose la question des perspectives futures du secteur. Comme nous l'avons vu, les indicateurs dans le SPC évoluent toujours à des hauts niveaux. L'emploi pour l'ensemble de la branche de la construction s'affiche toujours en hausse. De plus, l'indice prospectif de la construction concocté conjointement par la SSE et le Crédit Suisse est toujours orienté favorablement. Les experts de la SSE/Crédit Suisse notent d'ailleurs qu'il ne devrait pas encore avoir d'affaiblissement durant l'année 2014. Les effets des récentes votations politiques pourraient avoir une influence, mais en 2015. Ils observent également que le sous-indice « Construction de logements » est toujours en progression et que la situation est stable. Or, les activités liées à la construction de logement jouent un rôle moteur puisqu'elles représentent, grosso modo, la moitié des dépenses effectuées dans l'ensemble du secteur de la construction. De plus, l'environnement – avec des taux d'intérêt bas et une population qui devrait rester en croissance en Suisse – demeure des plus favorables. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existent toujours – en particulier dans les grandes agglomérations du pays où le prix des loyers a explosé ces dernières années et les taux de vacance se sont fortement réduits –, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent. En bref, la construction devrait continuer à bien se porter dans les prochains mois.